

Communiqué de la section académique du Snes-FSU

Rentrée 2026 : du brutal, du massif, de l'injustice pour l'Académie de Lille

Le CSA ministériel, plusieurs fois repoussé en raison de la situation politique et budgétaire, s'est enfin tenu lundi 26 pour annoncer la répartition des moyens entre académies.

Le ministère entre cafouillages et fébrilité

Les documents ministériels donnés en réunion prévoient 1803 suppressions d'emplois de professeur.es dans le second degré, soit 438 de plus qu'en novembre, au lieu des (inacceptables) 1365 annoncée en novembre !

Pressé par le Snes-FSU de s'expliquer, le ministre a plaidé la ... « boulette » (sic) et, défendu la nécessité de « mettre en réserve » (sic) 438 postes pour faire face «aux incertitudes du rendement des concours»

Autrement dit, le ministère entendait faire payer aux élèves et aux personnels les incertitudes liées à la mise en œuvre précipitée de la réforme des concours de recrutement !

Pour l'académie de Lille : du brutal, du massif, de l'injustice

Sous la pression du SNES-FSU, le ministère a finalement décidé de réinjecter les 438 ETP, dont 23 pour notre académie, ce qui ramène les suppressions prévues dans l'académie de Lille à 167 ETP d'enseignant.es ...

Un chiffre toujours inacceptable, en décalage avec la réalité démographique puisque les collèges et lycées du Nord et du Pas-de-Calais ne perdront que 2400 élèves à la rentrée 2026.

Un chiffre injuste qui stigmatise, une nouvelle fois, une académie dont les caractéristiques sociales et scolaires sont préoccupantes. Aucune création de postes de PSYEN, aucun AED supplémentaire ...et même un poste de CPE en moins !

Quant aux AESH, renvoyées à leur précarité après le refus de leur accorder le statut de fonctionnaire, À cela s'ajoute le gel de la carte de l'Education prioritaire, et la volonté de mettre la pression sur 1/3 des collèges, dont les élèves sont plus exposés qu'ailleurs à la "difficulté scolaire" ... mais de qui se moque-t-on ?

La démographie, quand ça arrange le ministère

Très prudent sur « les salaires [qui] ne vont pas augmenter à court terme », E. Geffray n'hésite pas à anticiper tout de suite la baisse démographique qu'il agite sur le long terme : la démographie, c'est d'abord un argument de facilité pour démanteler l'École publique, alors que nous avons les classes les plus chargées d'Europe !

Pour le Snes-FSU, ce sont donc bien les choix budgétaires et politiques, et non la démographie qui guident l'attribution des moyens aux établissements. Des choix scandaleux qui incitent à de nouvelles dégradations dont l'Académie se passerait bien : réduction du nombre de CIO dans le Pas-de-Calais, projet de fusions et de fermetures de collège.

Majoritaire, le Snes-FSU appelle les personnels à mener, sous toutes ses formes, la lutte pour la défense de l'Ecole publique.

